

Plaidoirie pour une participation citoyenne. Versailles René Polin 26/03/16

Comme vous le savez, depuis ma dernière communication à Vannes je travaille **l'idée d'une autre citoyenneté à l'échelon local** à la recherche d'une modification des institutions sur le modèle des conférences de citoyens en usage au Danemark et au Canada. Il s'agit du **concept de « Participation citoyenne »**, auquel il faut donner un **sens** et un **contenu**.

Les mots « participation » et « citoyen » sont de plus en plus employés. Mais donner un sens et un contenu à la participation citoyenne c'est avoir comme intention d'**institutionnaliser** à terme ce que de nombreux exemples instituent dans la pratique, une **nouvelle citoyenneté** dans le quotidien. Cette évolution n'est pas dans les moeurs françaises. Il s'agit donc ici d'une plaidoirie en faveur de ce concept.

1. Pourquoi faut-il donner un sens et un contenu à ce concept ?

Les travaux du groupe de recherche Oeikos ont largement analysé toutes les causes de l'enchaînement des crises climatiques, écologiques, sociales, économiques et politiques qui traversent actuellement notre société et la planète. Personne ne peut nier que nous vivons une extraordinaire **période de transition** due à des crises convergentes extrêmement liées et de plus en plus complexes et de moins en moins résolues. Au-delà des analyses et des tentatives de solutions toujours remises en question, le système économique mondial maintient sa domination spéculative en particulier par la création monétaire privée, quoi qu'il arrive, au détriment des hommes et de la nature.

À l'heure de ces crises croissantes de l'immigration, de l'emploi et de l'alimentation, la communauté Internationale qui n'en a que le nom, ne peut répondre que par des **vœux sans effets** comme la Déclaration des droits de l'humanité de la Cop 21 ou la Charte de l'environnement, des vœux rendus caduques à chaque fois qu'ils se heurtent au pouvoir des finances, des lobbies aidés des medias dont ils sont propriétaires.

L'hybris de ces pouvoirs en place détricotent le programme du CNR qui préconisait, au sortir du fascisme, d'**assurer «l'établissement de la démocratie la plus large en matière économique, sociale, et d'éducation... La pleine conscience des citoyens et la liberté de la presse, son indépendance à**

l'égard de l'Etat, des puissances de l'argent et des puissances étrangères ». Or de nos jours **plus** ces puissances de l'argent assoient leur pouvoir, **moins il est question de l'homme** et maintenant de son environnement dont la destruction progressive est pourtant tant dénoncée.

Au sortir de la guerre il s'agissait de **replacer l'homme en tant qu'acteur au centre d'un système** par le suffrage universel. La cellule de base de la République était la commune et la parole citoyenne s'exprimait dans les conseils municipaux. Aujourd'hui, **cette démocratie-là est devenue non seulement insuffisante**, face aux puissances des partis politiques, des lobbies et des medias mais elle est menacée. Il est même décidé de regrouper en février 2017, pour des raisons économiques, les communes donc d'éloigner **encore plus le citoyen des acteurs élus** ce qui aura pour effet de laisser le pouvoir à des politiques de métier eux-mêmes mûs par des intérêts financiers. **C'est le principe même de la démocratie qui est amoindri** alors que déjà le citoyen se sent abandonné de ses représentants faute de dialogue et de réponse à ses attentes.

Dans cet environnement, il est reconnu que le citoyen se sent **coupé de sa représentation**, dépassé par des mesures macro économiques et les conflits de clans politiques dont la compréhension lui est inaccessible. Il a un **sentiment fataliste d'impuissance** et une **situation d'anomie** (c'est-à-dire sans projet auquel croire) s'installe dans les mentalités. La sanction est d'ores et déjà connue : la montée du Front national et une abstention massive aux diverses élections. **Il se répand alors la mentalité d'une prise en charge des problèmes et des solutions locales par le citoyen lui-même, ce qui est une rupture avec la démocratie par vote uniquement.**

Le vocable de « participation citoyenne » est très répandu, en grande partie par des partis politiques comme le « mélanchonisme », et « Podémos » par exemple, mais ce vœux se réduit à plus de vote ou de référendum **coupé des réalités économiques du système mondial** qui ne sont pas remises en question, et des réalités quotidiennes des citoyens de base. La participation citoyenne reste bien un vocable auquel **seul le citoyen peut donner un contenu et un sens, à condition qu'on lui donne institutionnellement la parole** dans ses lieux de vie de proximité. Nous reviendrons bien sûr sur ce point.

2

2. Les conditions nouvelles d'une société en transition

Indépendamment de considérations de politique politicienne, on ne peut que constater que l'évolution des techniques, des structures de commerce bouleversent de nombreux secteurs autrefois florissants tout en répondant aux attentes des consommateurs. **Nous sommes dans une société de transition qui est un moment favorable à l'instauration d'une parole citoyenne.**

Il est évident que les nouvelles technologies informatiques, facilitant la communication et l'information, internet, Smartphones divers, donnant lieu à de multiples blogs, sites (le site Tryptique économique en est un parfait exemple) et même à une presse comme Media part, (les exemples sont nombreux) informent et compensent l'embrouillaminis des medias établis. Si le citoyen donne une impression de retrait, il n'en est pas moins informé. Les grandes sociétés qui créent par leur production industrielle des canaux parallèles d'information, d'analyses, le font par les mêmes soucis de gain. Or ce faisant, elles créent ce que l'on appelle en sociologie « **un effet pervers,** » qui ressemble à cette loi de physique qui énonce que: « *les effets s'opposent aux causes dont ils sont la source* ». Partie du système du tout argent, l'effet **produit est plus de communication, d'information et d'expression permettant l'émergence d'une autre mentalité progressivement opposée en final au profit par le profit, au bénéfice de l'homme et de la nature.**

Il n'est pas question ici de multiplier tous les exemples faute de temps : citons quand même ces entreprises qui favorisent le covoiturage, l'ubérisation des taxis, la démultiplication de locations entre particuliers, les entreprises de réemploi des déchets, sans compter des exemples agricoles de fabrication d'énergie, de cultures et d'élevage bio, tout ce qui ressort de l'**économie circulaire** ou de l'idée de **circuits courts** plus directs entre producteurs et consommateurs.

Toutes ces activités sont nouvelles. **Elles donnent lieu à des fortunes pour les créateurs, elles créent des emplois et elles satisfont une clientèle de consommateurs de plus en plus nombreux.**

L'effet pervers de cette nouvelle source de profit est double : **elle détruit de fait des pans entiers de l'économie** comme les grandes surfaces, l'hôtellerie, ou toutes sortes de monopoles. Cela ne remet pas en question le système lui-même, cela ne fait que l'adapter. Mais surtout ce qui nous importe ici, c'est que l'effet pervers consiste *de facto* à faire prendre conscience au consommateur que, contrairement à ce qu'il ressent, **le citoyen consommateur a un pouvoir direct**, favorisé par le marketing

qui s'aligne avec ses baromètres sur ce que semble vouloir ce même consommateur.

Il existe de plus en plus d'entrepreneurs qui, comprenant l'intérêt économique d'une certaine demande, s'ingénient à s'aligner sur ce que les flux socio culturels de l'opinion expriment. **Et l'on s'aperçoit que là où tout semblait bloqué, il se crée des façons alternatives de faire, pour l'heure, ouvrant ainsi des portes de sortie du système global.** Comment ne pas dire ici que certains entrepreneurs préconisent l'avènement d'une « **économie collaborative** ». En prétendant se calquer sur le concept d'une « économie coopérative », ne nous leurrons pas non plus, il ne s'agit pas de philanthropie, mais l'idée s'installe surtout auprès d'une fraction de la population décidée à s'organiser par elle-même (comme la création de Scops) et à son niveau mettre en échec le système global pour d'autres motifs que le seul profit. Il existe des SCOPS pour l'habitat écologique et la distribution d'énergie renouvelable. Prenant conscience de son état d'acteur économique, **il n'est plus qu'à favoriser la prise de conscience qu'il est aussi un acteur politique entendons pas là un acteur dans sa cité.**

Retenons que le concept de participation citoyenne prend du sens dans cette période éminemment de transition ; le citoyen **jouit en fait d'un pouvoir économique qu'il ignore.** Reste à trouver comment faire en sorte que ce sens ne puisse être récupéré, instrumentalisé par la mentalité du profit déguisée en soi-disant solidarité, coopération...

3. L'expérience du laboratoire citoyen : L'expression expérimentale d'un contenu au concept de participation.

Fermement convaincu de la nécessité de donner un contenu et un sens par les citoyens *lambda* eux-mêmes, je me suis mis en quelque sorte en immersion dans le milieu associatif, celui qui à mes yeux exprime confusément de nouvelles directions et affirment des valeurs nouvelles. C'est ainsi que je me suis retrouvé à participer aux activités de Colibris, Alternatiba et dans une moindre mesure Partagir et un café Philo.

En préalable il me faut exprimer ici avec recul mon sentiment sur les associations :

J'ai pu expérimenter que les participants se comportaient d'une façon erratique, sans suivi, ni analyse, ni organisation: le principe étant **l'expression collective d'un «ressenti»** et d'une **volonté confuse d'action sur le terrain**, le tout étant hélas fagocité par des leaders persistants essayant de rassembler derrière eux ce qui n'est souvent que

de visiteurs occasionnels. Le participant type (en dehors des militants chevronnés habituels), passe d'une association à l'autre ce qui fait que l'on retrouve toujours les mêmes, quelle que soient la mode et l'époque. Le participant lambda cherche une communauté de vie toujours insatisfaisante. Il ne lit pas et redoute tout ce qui pourrait être intellectuel. L'association vit au gré des modes et des événements. Le but étant d'établir des liens festifs si possibles et de peu d'intérêt, avec l'espoir bien vain de se faire entendre par des actions de peu d'envergure ne dépassant pas le stade de fête de patronage. Tout ceci est sévère, mais il reste un **fond commun de valeurs** comme la solidarité, la biodiversité, la notion d'un bien commun, la recherche d'un mieux vivre ensemble et surtout une analyse commune de rejet du système tant politique qu'économique. Il y a là un **terreau fertile de recherche pour la parole citoyenne, devenue une nécessité de notre temps.**

Le principe de base est de **faire table rase** de tout élément de pression et d'informations extérieures au groupe; la règle est la liberté totale d'expression sans jugement de valeur ou d'opinion de la part des autres. Cette **liberté** une fois ressentie, il s'installe un climat de confiance. Le participant prend conscience « **qu'il est la société** ». Mon rôle se limite à celui d'un facilitateur n'intervenant jamais sur le fond. Une **analyse de contenu** est à chaque fois rédigée permettant ainsi au groupe d'évoluer spontanément d'une séance à l'autre et d'approfondir ce qui n'est qu'au début un ressenti non structuré.

Cette démarche de l'expression d'une prise de conscience s'imprègne d'une **rationalité progressive et d'une créativité inattendue**, l'objectif étant de faire **apparaître un modèle type de structure démocratique nouvelle et acceptable par l'administré d'un territoire bien défini**. Le quartier, le village, la ville la région.

Vous comprendrez que là où il est question d'un autre « **contrat social** », mais **formulé par le citoyen lambda lui-même.**

J'ajoute que je rencontre chez des élus et acteurs sociaux un grand intérêt pour la démarche, tant ils sont conscients de l'évolution des mœurs politiques sans pouvoir donner de réponse. **Le laboratoire citoyen expérimental en est une. Le pendant serait un laboratoire de maires consentants pour faire aussi ressortir leurs attentes.**

Le citoyen lambda est-il compétent ? J'aurais tendance à dire : « pas plus qu'un maire qui vient d'être élu ». Dans toute décision économique

touchant le territoire, les experts interrogés biaisent le problème. Non pas par ce qu'ils ne sont pas compétents, mais de la manière dont ils posent la

5

question. En général ils ne mesurent pas ce que l'on appelle « les coûts cachés », notamment les coûts sociaux, ou les effets pervers de leur préconisation. La techno sphère exerce un pouvoir autant que les lobbies et les intérêts financiers et même les normes réglementaires en vigueur qui s'appuient sur leur analyse.

Entre la décision des maires et autres acteurs locaux, **si l'on veut encore une démocratie à l'avenir, il est plus qu'urgent d'introduire une parole de citoyen** sur le modèle Danois de « **conférence de citoyens** » que je relatais dans un discours à Vannes, modèle qui, s'applique au niveau national.

J'aime à dire que le citoyen de base **est « l'expert de sa rue »**. Le citoyen de base est la cellule constitutive de notre démocratie. Sans lui, il n'y a pas de démocratie. Il s'agit bien d'**engranger l'intelligence de tous** à tous les niveaux. C'est bien l'objet de ma plaidoirie.

Il faut donc **trouver des modalités d'application, des modes de fonctionnement, des méthodes et une structure simple et applicable à chercher à répandre et institutionnaliser**. Ce serait le meilleur frein aux « *banksters* » et aux « *pressesstituées* ».

4. Des extraits de parole citoyenne recueillie en laboratoire.

Quel est le **contenu du discours** recueilli au fil des expériences de « laboratoire citoyen » ? **Une parole faite exclusivement avec les mots des participants**. Pour vous en donner un aperçu, l'on ne peut ici que regrouper par thème abordé et illustrer par des exemples extraits du langage des participants toutes associations confondues.

Il y a d'abord un accord tacite de **refus de la société existante**.

L'école n'apporte qu'un formatage d'une élite à une société de profit, une élite qui n'a d'autres buts que de se reproduire elle-même. Il n'y a que peu de place pour l'autonomie et le développement de l'enfant. La famille et l'église ne font qu'accentuer l'aliénation de l'individu. Il n'y a pas d'acceptation des différences. Il n'y a qu'une parodie de liberté et d'égalité. Le modèle d'une société « tout argent », ses banques, les grands groupes et leurs médias ses industries, ses lobbies, ses sociétés privées, se traduit par une dégradation de

la nature, une urbanisation croissante, au détriment de l'environnement, une technicité absurde et une administration lourde et invivable, remplies d'incompétents, au détriment de l'environnement, au détriment des biens communs progressivement privatisés. On assiste à une écologie pour riches. Le système de santé est dégradé en particulier dans le domaine des soins

6

palliatifs. Le statut de la femme n'est pas encore réglé. La justice est inaccessible au simple citoyen sans moyens.

L'effet de ce modèle est une population réduite à l'inaction et à un sentiment d'impuissance; la société s'en trouve cloisonnée et individualiste. Un sentiment de peur, de manque de confiance en l'autre domine. Les groupes sociaux sont cloisonnés et le clivage entre générations s'accroît.

Ce sentiment d'impuissance s'accompagne d'un rejet du politique : Le rôle de citoyen est inexistant: les consultations et le vote ne sont que des parodies au profit des élites, un vote tous les cinq ans pendant lesquels les élus font ce qu'ils veulent au détriment de solutions locales. Les hommes politiques, coupés de ceux qu'ils représentent, sont soumis aux intérêts économiques, ont trop de pouvoir et se livrent à des combats constants pour le conserver. Les hommes de métier que sont les politiques freinent tout ce qui pourrait être décentralisé, tout ce qui pourrait être alternatif. Ils font échouer les projets ébauchés par les citoyens et s'y opposent comme le font les tenants de l'industrie de masse.

5. Que souhaitent alors les participants pour remédier à ce qui est dénoncé dans leurs analyses? Un contenu dans le langage des participants.

Ils sont membres d'associations qui oeuvrent par **toutes sortes d'actions** pour l'avancée des mêmes thématiques que l'on retrouve partout, surtout grâce à l'internet et aux réseaux sociaux. Ces thématiques sont : » les **biens communs, tout ce qui est alternatif** en matière d'**habitat, d'énergie de biodiversité, de circuits courts** du producteur au consommateur, de **déchets, de permaculture, d'une agriculture sans pesticides, et d'alimentation bio, de médecines non conventionnelles** pour un mieux être, de **lutte contre le réchauffement climatique**. Certains sont plus engagés sur les événements politiques et oeuvrent par exemple contre le Tafta, et participent aux débats politiques en cours.

Sur le plan local les vœux émis sont d 'inégal importance, ils sont trop nombreux pour être énumérés ici. Nous ne pourrions qu'en citer que quelques uns **avec les mots mêmes des participants**. C 'est **la parole même des citoyens**

Il y a d'abord comme un désir de ***sortir de l'isolement** au profit de rencontres intercommunautaires, de voisins de quartiers, pour lequel il est un besoin de créer des lieux de vie, des tiers lieux d'échanges, de compétence,s de formation réciproque sans parler de jardins partagés. C 'est le vœux de retrouver des liens sociaux qui existaient avant.*

7

***Dans le domaine du Politique**, et notamment sur le plan local d'un territoire de proximité, les participants souhaitent une décentralisation laissant une place à l'humain, plus précisément une démocratie réellement participative, utile à l'humain avec un souci de plus de qualitatif (sic). Il devrait être institué des lieux citoyens où l'on puisse débattre de ce qui va et de ce qui ne va pas ... Exercer un **pouvoir de contrôle** et de suggestion sur des projets dont la réalisation pourrait avoir des conséquences sur la vie quotidienne des administrés. Un **dialogue constructif** avec les élus locaux, précédé de l'**information** nécessaire, et la consultation des compétences professionnelles de la commune ou d'un territoire de proximité.*

6. La recherche d'une structure et des modalités d'application. Une méthodologie de l'institutionnalisation de la parole citoyenne.

Des groupes de travail se sont dans le temps constitués, au départ des cercles de citoyens sur des projets très modestes. Puis ils se sont dotés de **méthodes de consultation** de leurs co-administrés et finalement ont investi des communes dans le sud ou des petites villes comme Saillant (1200 habitants). Les communes où cela a réussi, ont voté pour des contenus et non pour un personnage ou un parti.

Voici brièvement une idée de la **structure participative** qui institue une parole citoyenne nécessairement prise en considération au cours du mandat des élus.

Les citoyens, comme partout, **élisent une liste avec un contenu émergent de l'attente préalable des citoyens**, un maire et un conseil municipal pour les compétences de **gestion habituelle**.

La maire et le conseil municipal s'adjoignent deux éléments nouveaux pour la décision concernant les projets. C 'est en quelque sorte l '**exécutif final** :

Un **binôme de pilotage** et un **binôme constitué du maire et de son premier** adjoint ;

Un **pouvoir de contrôle** est donné à 12 citoyens pour suivre les projets. C'est le groupe dit « des sages ».

Des **groupes projets de volontaires** mettent sur pied des projets avec les professionnels et les administrés c'est **l'aspect consultation et suggestions** pour le projets ou des actions. Ces groupes étendent la participation et **informent** tous les citoyens dans des «**commissions participatives** » et recueillent leurs **suggestions; une méthodologie de participation est constituée.**

On retrouve les points essentiels de la parole des citoyens : le droit à l'information, le pouvoir de proposition et le pouvoir de contrôle.

8

Telles sont les conditions d'une démocratie modernisée.

Le procédé, comme la conférence de citoyens, est lent. Tout ce qui est démocratique requiert un **dialogue**. Il n'y a pas de démocratie dans l'urgence. L'adhésion et le consensus sont dominants.

Cette structure d'une démocratie améliorée a pour mérite essentiel d'exister dans plusieurs communes.

J'en ai terminé avec ce témoignage lapidaire de la recherche-action que je mène auprès de la population même et bientôt sur des groupes de maires. Sensibiliser les maires, les acteurs politiques à la parole citoyenne me semble prioritaire et urgent. Je fais appel ici à tout ce qui pourrait se révéler utile pour étoffer cette première analyse et rendre familière la réflexion. Ce serait une contribution concordante avec l'attente des citoyens.

La parole citoyenne est une **clé parmi d'autres** pour **répondre aux défis de notre temps** dont vous avez si souvent et si bien parlé. Elle entre nécessairement dans les thématiques que vous développez. J'ai cru intéressant de vous donner le pourquoi, **le quoi** et le **comment** d'une parole citoyenne qui essaye d'émerger à contre courant. C'est à vous de voir s'il y a une contribution à apporter au débat. Une contribution qui apporterait des *principes et un cadre* à l'établissement de cette **démocratie en œuvre** pour entériner ce que les citoyens semblent exprimer et ce à l'appui de leur discours. Une plaidoirie n'a de sens que si il y a des relais de réflexion et de communication dans d'autres strates de la société. Il me semblerait pertinent d'unir nos efforts avec tout ce qui va dans le sens de ce courant naissant... A vous d'en juger.

Je tiens à disposition les documents de travail réalisés à ceux qui m'en feront la demande.

Je vous remercie de votre indulgence.

J'ai dit

René

9